

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCP)

Marché de service

2025-026

**LOCATION BENNES ET COMPACTEUR A CARTONS,
LA COLLECTE, LE TRANSPORT ET LA
VALORISATION DES DECHETS**

Sommaire

Article 1. OBJET ET ETENDUE DU MARCHE	5
1.1 Identification	5
1.2 Objet de la prestation	5
1.3 Périmètre du marché.....	5
1.4 Lieu d'exécution	6
1.5 Prestations similaires	6
1.6 Décomposition et forme du marché.....	6
1.7 Allotissement.....	6
1.8 Variantes.....	6
1.9 Tranches	6
1.10 Montant du marché	6
Article 2. DUREE D'EXECUTION	7
2.1 Durée du marché	7
2.2 Durée des marchés subséquents et/ou bon de commande émis pour l'exécution du marché.....	7
2.3 Délais d'exécution du marché	7
Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
3.1 Ordre de priorité – Pièces du marché	8
3.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	8
Article 4. COMMUNICATION ET REUNION	8
4.1 Mode de communication	8
4.2 Réunions.....	9
4.3 Correspondant du pouvoir adjudicateur et élection de domicile du titulaire.....	9
4.4 Correspondant du titulaire et élection de domicile du pouvoir adjudicateur.....	9
4.5 Fermetures de l'Université.....	9
Article 5. CLAUSE DEVELOPPEMENT DURABLE	9
Article 6. DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS	10
6.1 Description et exécution du marché	10
6.2 Accès au site.....	12
6.3 Documents remis.....	12
Article 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
7.1 Vérifications.....	12
7.2 Opérations d'admission.....	14
Article 8. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	14
8.1 Obligations du titulaire.....	14

8.1.1	Obligation de conseil	14
8.1.2	Obligation d'information.....	14
8.1.3	Mesures de sécurité	14
8.2	Présentation du bon de commande.....	15
8.3	Conditions de livraison	16
8.4	Stockage et conservation	16
8.5	Remplacement des intervenants	16
8.6	Respect des principes de laïcité et de neutralité du service public	16
8.7	Pilotage	17
8.7.1	Réunion de démarrage et lancement du marché	17
8.7.2	Réunion de suivi annuel	17
8.7.3	Suivi financier du montant maximum du marché	18
8.8	Groupement d'opérateurs économiques.....	18
8.9	Responsabilité du titulaire	18
8.10	Prévention des conflits d'intérêts	18
Article 9.	REGIME FINANCIER	19
9.1	Contenu des prix	19
9.2	Détermination du prix	19
9.3	Variation des prix	19
9.4	Avances	20
9.5	Modalités financières.....	21
9.5.1	Régime des paiements des paiements.....	21
9.5.2	Rythme des paiements.....	21
9.5.3	Modalité de facturation	21
9.6	Délai de paiement et intérêts moratoires	22
9.7	Cession de créance.....	22
Article 10.	PENALITES	23
10.1	Généralités sur les pénalités	23
10.2	Pénalités de retard	23
10.3	Pénalité pour non-respect de l'obligation de participation aux réunions de la part du titulaire.....	25
10.4	Pénalités liées aux manquements des principes de laïcité et de neutralité.....	25
10.5	Pénalité liées au manquements RGPD	25
10.6	Pénalité pour travail dissimulé.....	25
10.7	Pénalité liées aux outils de suivi financier du marché	25
Article 11.	GARANTIE.....	25

Article 12.	OBLIGATION DE DISCRETION – DROIT DE PROPRIETE	25
Article 13.	SOUS-TRAITANCE.....	26
Article 14.	ASSURANCES	26
Article 15.	MODIFICATION DU MARCHE.....	27
15.1	Clause de réexamen	27
15.1.1	Ajouts, suppression, modification du contenu du bordereau des prix unitaires du marché à la demande du titulaire.	27
15.1.2	Modifications des délais	28
15.1.3	Ajout de prestations non analogues aux prestations existantes.....	28
15.1.4	Modification du montant maximum	28
15.2	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	29
Article 16.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	30
Article 17.	RESILIATION.....	30
Article 18.	CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE.....	30
Article 19.	OBLIGATIONS ADMINISTRATIVE	30
Article 20.	DIFFERENDS et LITIGES.....	31
20.1	Règlement à l'amiable.....	31
20.2	Règlement juridictionnel	31
Article 21.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	31

Article 1. OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

1.1 Identification

Le présent marché est porté par :
L'Université Paris Nanterre
200, avenue de la République
92001 NANTERRE

1.2 Objet de la prestation

Le marché a pour objet l'exécution des prestations suivantes :

- La location de bennes et compacteur à carton,
- La collecte, le transport et la valorisation des déchets produits uniquement sur le site universitaire de Nanterre.

Les types de déchets visés sont :

- D.I.B. en mélange ;
- Cartons triés ;
- Déchets verts.

La quantité de déchets à traiter et à valoriser peuvent varier d'une année à l'autre selon l'activité de l'université. Ainsi, l'université ne s'engage sur aucune quantité de déchets à traiter ou à valoriser sur la période du présent marché.

Toutefois, à titre indicatif, ci-dessous se trouve les tonnages de traitement et de valorisation des déchets au regard de la production des années précédentes.

Traitement et valorisation des déchets	
Tonnage 2024 D.I.B	52.64 tonnes
Tonnage 2025 (Janvier –Juillet) D.I.B	47.15 tonnes
Tonnage 2024 Déchets Verts	5 tonnes
Tonnage 2025 (Janvier –Juillet) Déchets Verts	7.98 tonnes
Tonnage 2024 Cartons	16.10 tonnes
Tonnage 2025 (Janvier –Juillet) Cartons	18.76 tonnes

Tout ajout ou modification des prestations initiales après l'entrée en vigueur du marché doit faire l'objet d'un avenant accepté par les cocontractants.

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Particulières.

1.3 Périmètre du marché

La conclusion du présent marché ne confère pas un droit d'exclusivité au titulaire.

En effet, les bénéficiaires se réservent le droit de commander des prestations entrant dans le champ du présent contrat à des tiers dans les conditions suivantes, sans que les titulaires du présent marché puissent prétendre au versement d'une quelconque indemnité :

- lorsque la prestation peut être assurée, à titre gratuit ou onéreux ;
- lorsque la prestation entre dans le champ d'application d'un marché public déjà existant ;

- lorsque le titulaire ne répond pas au besoin dans les délais imparties (carence du titulaire).

1.4 Lieu d'exécution

Le présent marché s'exécute au sein de l'Université Paris Nanterre aux adresses suivantes :

Université de Paris Nanterre
200, avenue de la République
92001 Nanterre Cedex

Et

IUT Ville d'Avray
50 Rue de Sèvres
92410 Ville-d'Avray

1.5 Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.6 Décomposition et forme du marché

La présente consultation est un marché de service

Le présent marché est un marché composites.

Il est composé d'une partie forfaitaire et d'une partie à bon de commandes.

Le marché est mono-attributaire.

1.7 Allotissement

Le présent marché est alloti pour le motif suivant :

Numéro de lot	Intitulé
1	DIB en mélange
2	Cartons triés, déchets verts

1.8 Variantes

Les variantes ne sont pas ne sont pas acceptée.

1.9 Tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

1.10 Montant du marché

Conformément à l'article R.2162-4 2° du Code de la Commande Publique, le marché est conclu sans montant/quantité minimum et avec un montant/ une quantité maximum.

Le maximum est déterminable par l'addition de la partie forfaitaire et de la partie hors forfait.

CCP – 2025-026 – Location bennes et compacteur, collecte, transport et valorisation des déchets

Numéro de lot	Montant maximum de la partie hors forfait
1	50 000 €
2	50 000 €

Le présent marché cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum est atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 2. DUREE D'EXECUTION

2.1 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa notification ou de l'ordre de service.

Il est reconductible [trois] (3) fois pour une durée de douze (12) mois, par décision tacite.

La décision de non-reconduction du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant son terme. Elle ne donne lieu à aucune indemnité.

La durée totale du marché ne peut excéder quarante-huit (48) mois.

2.2 Durée des marchés subséquents et/ou bon de commande émis pour l'exécution du marché

L'émission des marchés subséquents et/ou bon de commande sur la base du présent marché ne peut se faire que pendant la durée de validité du marché dans le respect des dispositions de l'article R.2162-5 du CCP.

Le titulaire sera tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou du dernier bon de commande émis, au-delà-si nécessaire.

La durée du Choisissez un élément. ne pourra dépasser six (6) mois après la date de validité du marché.

Sauf décision contraire, dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit les marchés subséquents et les bons de commande conclus continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

2.3 Délais d'exécution du marché

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le présent CCP ou à défaut dans chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché. Les prestations seront exécutées à compter de la date de notification de celui-ci.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1 Ordre de priorité – Pièces du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS):

- L'Acte d'Engagement et ses annexes financières (l'offre financière du titulaire) ;
- Le présent Cahier des Causes Particulières (CCP) et ses éventuelles annexes;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fourniture courante et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- L'offre technique du titulaire;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les exemplaires originaux des pièces du marché et des bons de commande conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

3.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'université et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Le CCAG n'est pas fourni. Il doit être connu du titulaire : ses dispositions ne sont pas toutes reprises dans le C.C.P.

Article 4. COMMUNICATION ET REUNION

4.1 Mode de communication

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique ou par lettre, à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

4.2 Réunions

Si des réunions entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu en présentiel dans les locaux du pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

4.3 Correspondant du pouvoir adjudicateur et élection de domicile du titulaire

L'interlocuteur du pouvoir adjudicateur, concernant l'application du présent marché, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans l'acte d'engagement.

En cas de modification du représentant ou du domicile élu, le titulaire en avertit, sans délai, le pouvoir adjudicateur par courrier électronique.

4.4 Correspondant du titulaire et élection de domicile du pouvoir adjudicateur

L'interlocuteur du titulaire, concernant l'exécution technique du marché est, la Direction des Affaires Logistique et Optimisation des Environnements au Travail (DALOE) . Elle est chargée du contrôle de la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.

Les interlocuteurs du titulaire, concernant les aspects financier du marché est, la DALOE ou Service facturier de l'Université de Paris Nanterre.

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion du présent marché, est le service Achat et Marchés de la Direction Financière de l'Université Paris Nanterre.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au pouvoir adjudicateur, sont adressés à l'adresse suivante :

Université Paris Nanterre
Direction Financière
Service Achat et marchés
Bâtiment S. VEIL- Bureau R01
200 av. de la République - 92001 Nanterre Cedex
marches.publics@liste.parisnanterre.fr

4.5 Fermetures de l'Université

L'Université est fermée sur deux périodes sur l'ensemble de l'année :

- Sur 3 semaines durant la période de juillet/août (dernière semaine de juillet et 2 premières semaines d'août) ;
- Sur 7 à 10 jours durant la période des fêtes de fin d'année de décembre/janvier.

Le calendrier de fermeture de l'université est consultable sur le site internet de l'université. Durant ces périodes de fermetures, les délais s'imposant à l'Université sont suspendus à la réouverture.

Article 5. CLAUSE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le pouvoir adjudicateur est très attaché aux différents aspects du développement durable (économique, environnementale et insertion sociale) et souhaite fortement que chaque consultation intègre, lorsque l'objet le permet, un critère développement durable.

Le titulaire doit mettre en œuvre les engagements en faveur du développement durable qu'il a détaillés dans le mémoire technique qu'il a déposé au soutien de son offre.

Il doit ainsi effectuer les actions en faveur de l'environnement et de la diminution du bilan carbone de sa prestation (notamment durant ses déplacements ou lors des différentes opérations prévues par le marché) dans le cadre de l'exécution du marché (choix des matériaux, récupération des emballages, recyclage de ces déchets etc.), telles qu'elles figurent dans le mémoire technique qu'il a déposé au soutien de son offre.

Il doit également effectuer toutes les actions qu'il a proposé en faveur de la dimension sociale du développement durable dans le cadre de l'exécution du marché (taux d'emploi de personnes à mobilité réduite dans son entreprise, mesures prises en faveur de l'insertion professionnelle des personnes durablement exclues du marché du travail ou qui rencontrent des difficultés d'accès ou de maintien dans l'emploi à travers par exemple le recours à des heures d'insertion ou à de la sous-traitance auprès de structures d'insertion par l'activité économique, mesures pour promouvoir l'égalité hommes/femmes, etc.), ou encore en faveur de l'économie responsable (tel que le recours à des dispositifs de commerce équitable, d'économie circulaire, des coopératives ou à des circuits courts et des producteurs locaux...).

Article 6. DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS

6.1 Description et exécution du marché

Le marché englobe :

- La location (ponctuelle et permanente) de bennes et compacteur à cartons ;
- La collecte des bennes à déchets ;
- Le transport des bennes à déchets ;
- Le traitement et l'élimination et/ou la valorisation des déchets.

Les caractéristiques générales de la prestation sont les suivantes :

Location de bennes et compacteur à cartons	
Types d'équipements souhaités :	3 bennes ouvertes de 20 m3 sur 48 semaines
	1 benne ouverte de 20 m3 <u>(Du 1^{er} mars au 31 octobre)</u>
	1 compacteur à cartons de 30 m3

**Le candidat devra préciser dans son mémoire technique, le type de compacteur proposé par l'offre. La fiche technique détaillée de celui-ci devra également être présentée.*

L'intégralité des équipements devront être installés et opérationnels selon un calendrier validé par la DALOE.

Prestation de collecte des déchets	
Horaires de collecte :	entre 6H et 8H (en l'absence du public)
Nombre de collectes mensuelles :	Sur demande*
Activité annuelle moyenne :	48 semaines (Calendrier de fermeture de l'université en annexe du présent cahier)
Nombre de points de collecte :	3 points (plan en annexe du présent cahier)
Délai de mise en place des équipements sur site :	À la date d'effet du marché
Délai d'intervention sur site après demande :	Maximum 48 H**

**L'université effectuera une demande en fonction de ses besoins. Elle ne s'engage sur aucun nombre minimum ou maximum de collectes sur la période du présent marché.*

***Le candidat devra préciser dans son Mémoire technique le délai d'intervention qui ne devra pas être supérieur à 48h.*

La transmission des demandes devra être dématérialisée afin d'assurer leur traçabilité et accélérer les délais de traitement.

Traitement, élimination et valorisation	
Nature du déchet	Caractérisation du déchet
Déchets Industriels Banals (DIB) ou Déchet d'Activité Économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Emballages industriels tels que des palettes, du film plastique, du polystyrène..., - Bois tels des chutes issues de l'atelier de menuiserie, diverses planches... - d'autres déchets comme de la literie, du métal, du PVC, etc
Déchets verts et cartons	<ul style="list-style-type: none"> - Déchets de tontes ; - Troncs d'arbres, branches et feuilles ; - Autres déchets de type végétal ; - Cartons.

**Pour l'ensemble des D.I.B, déchets verts et cartons, l'Université exige du titulaire de respecter strictement les conditions et les modes de traitement, d'élimination et de valorisation réglementaire, de façon à éviter voire supprimer tout effet nocif sur l'environnement ou la santé humaine, comme le prévoit le Code de l'environnement.*

***Le candidat devra par conséquent, joindre à son mémoire technique la copie de l'arrêté préfectoral des centres et exutoires agréés où seront traités les déchets de l'université précités.*

6.2 Accès au site

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des entreprises candidates sur l'importance d'effectuer une visite sur site préalable afin de prendre connaissance des conditions d'accès à celui-ci.

Ainsi, la remise de l'offre est conditionnée à la réalisation d'une visite préalable du site dont il est question.

Le titulaire sera donc réputé avoir une connaissance totale du site et ne pourra à aucun moment invoquer sa méconnaissance.

Afin de faciliter les échanges entre les deux parties, un contact privilégié sera désigné au sein de l'entreprise titulaire du marché et porté à la connaissance du représentant de l'Université Paris Nanterre.

En application du décret 92.158 du 20 février 1992 concernant l'intervention d'entreprises extérieures au sein d'un établissement, un plan de prévention est établie et est joint au présent cahier. Le titulaire respectera les règles de circulation du site ainsi que les limitations de vitesse et les zones de stationnement.

De plus, le candidat devra joindre à son mémoire technique, son récépissé de déclaration pour l'exercice de collecte et de transport de déchets en cours de validité.

6.3 Documents remis

Les prestations du Titulaire sont délivrées selon les besoins de l'Université, sous les formes suivantes :

- Mémoire technique ;
- Bordereau de Suivi de Déchet tel que présenté à l'article 5.3 ;
- Bon d'enlèvement lors de(s) collecte(s) ;
- Les évolutions tarifaires liées au rachat du carton.

Cette liste n'étant pas exhaustive, l'établissement pourra être amené, en cours d'exécution du présent marché, à solliciter le titulaire pour la production d'autres documents dans le cadre de la supervision du contrat.

Par ailleurs, le titulaire du marché mettra à disposition de l'établissement un reporting (informatique) permettant de suivre les différentes missions prévues par le présent CCP (tonnage, collectes et autres...).

Article 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Vérifications

Par dérogation aux articles 23.2 et suivants du CCAG-FCS, les modalités de vérification suivantes s'appliquent :

- Un bordereau de suivi des déchets (BSD) sera mis en place par le titulaire du marché.
- Une trace écrite devra accompagner le transport et le traitement des déchets sous forme de BSD et ce, pour toutes les catégories de déchets.

Ce Bordereau de Suivi de Déchet (BSD), co-signé par le collecteur, le transporteur et le centre d'élimination ou de valorisation, permettra à l'Université, auquel il sera remis, de s'assurer de la bonne destination des déchets.

Sur les bordereaux de suivi des déchets devront être précisés **au minimum** :

- La date et l'heure de passage du camion ;
- Le volume de la benne ou du compacteur collecté ;
- Le tonnage de déchets collecté et traité ;
- Le type de traitement opéré avec son code D/R respectif (exemple : R 12-Tri pour recyclage, D10-Incineration, R1-Incineration + valorisation énergétique...).

Dans la mesure où l'opérateur n'est pas en mesure de transmettre ou de déposer à quelque endroit que ce soit (agents, bureaux, boîte aux lettres,) le dit bordereau de suivi des déchets, ce dernier sera expédié avec la facturation mensuelle.

De plus, lors de chaque collecte, un bon d'enlèvement sera remis à l'agent présent sur place, représentant du pouvoir adjudicateur. En l'absence de ce dernier, le bon devra être envoyé par courriel à l'adresse : dechets-valorisation.prestataires@liste.parisnanterre.fr

Ce bon, devant comporter la signature des deux parties, indiquera :

- Le nom et l'adresse du titulaire du marché ;
- Le nom et l'adresse de l'unité de gestion ;
- La date de collecte.

Le bon de collecte et le BSD constituent les pièces justificatives pour procéder à la mise en paiement des factures. En l'absence de ces documents, l'établissement n'est pas en mesure de contrôler l'exactitude des données figurant sur la facturation et s'octroie la possibilité de suspendre le paiement le temps de la transmission des justificatifs validés par les deux parties.

L'Université se réserve le droit de procéder à un contrôle des lieux dès l'achèvement de la prestation qui seront effectués de manière contradictoire avec le titulaire, après respect d'un délai de prévenance.

5.3.1. Décisions après vérifications :

- Vérification quantitative :

S'il y a désaccord sur les indications portées sur les bons d'enlèvement, l'interlocuteur de l'université se rapprochera de la société aux fins de vérification et de rectification avant facturation.

- Vérification qualitative :

Si la prestation ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure la société de modifier sa prestation. En cas de multiplication excessive des incidents, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre en œuvre des pénalités voire de ne pas reconduire le marché au terme de l'échéance annuelle.

Le prestataire devra informer l'Université de tout incident ou accident survenant lors de la collecte ainsi que tout problème concernant les déchets à collecter (taux de rebus dépassé, présence de déchets à ne pas collecter voire dangereux...) et ceci sous 48 heures. En cas de

déclassement de cartons en DIB, le titulaire du marché devra être en mesure de justifier le déclassement dans les 48 heures avec photos du chargement à l'appui. Passé ce délai, le déclassement sera considéré nul et non avenu et ne fera l'objet d'aucune facturation et une pénalité pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

7.2 Opérations d'admission

L'admission est prononcée par le responsable technique par dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG FCS. La décision d'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification.

Article 8. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

8.1 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de moyen sur l'ensemble de la prestation.

Sous réserve des stipulations du présent marché, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet du marché dans les conditions les plus favorables à l'économie du marché.

Par ailleurs, le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

8.1.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence du marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché.

8.1.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

8.1.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès d'un ou plusieurs titulaires (ou de ses/leurs sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui/eux. Le titulaire doit être informé quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-

délà de la résiliation ou de la fin du marché, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris et respecté les dispositions en matière de destruction des données.

8.2 Présentation du bon de commande

Le titulaire s'engage à n'accepter aucune commande par téléphone. Les commandes seront transmises sous forme papier par voie postale ou messagerie électronique sur la base du Bordereau des Prix Unitaires.

Le titulaire doit vérifier que tout bon de commande qui arrive par courrier est bien une première commande et non une confirmation de courrier électronique ou télécopie.

Le bon de commande comporte :

- La référence du marché (objet, n° et date);
- Le numéro de référence de commande propre au service émetteur, et la date et le numéro de commande SIFAC ;
- Le nom et adresse du titulaire ;
- Le numéro de référence du bon de commande ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le service émetteur de la commande ;
- La désignation de la prestation ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché, en euro (€) HT et TTC ;
- Le montant de la TVA applicable ;
- Le délai d'exécution en cas de procédure de livraison d'urgence
- Le lieu de livraison (immeuble, salle, étage etc...) ;
- L'adresse de facturation ;
- La signature par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur.

Il peut mentionner un accord sur un délai de livraison plus long que celui sur lequel le fournisseur s'est engagé contractuellement.

Une commande honorée à partir d'un bon de commande non signé ou d'un document contraire au bon de commande expose le fournisseur au non règlement de la facture correspondante.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire s'engage à exécuter la prestation conformément aux stipulations des pièces constitutives du marché et aux bons de commande qui pourront être accompagnés de spécifications techniques particulières.

Chaque mission confiée au titulaire sera exécutée dans les conditions et délais indiqués sur les bons de commande qui lui sont transmis au fur et à mesure des besoins.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait du bénéficiaire ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le bénéficiaire prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au bénéficiaire les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. Le bénéficiaire dispose de 15

jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché, du bon de commande ou du marché subséquent est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG.

8.3 Conditions de livraison

Les clauses du CCAG-FCS s'appliquent.

8.4 Stockage et conservation

Le stockage des documents doit être réalisé dans un lieu fermé et sécurisé conforme aux normes de sécurité, d'hygrométrie et de température d'un service d'archives.

Le prestataire précisera les mesures prises concernant ces différents points.

8.5 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'Université. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai **de 15 jours** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 15 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae (ou équivalent) d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de quinze jours pour proposer un autre remplaçant. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

8.6 Respect des principes de laïcité et de neutralité du service public

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures

adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité (voir article 10.4 du CCP).

8.7 Pilotage

Le marché fait l'objet d'un pilotage assuré en premier lieu par le service en charge de l'exécution technique du marché et/ou le service achat et marché de l'Université. Pour assurer le pilotage du marché plusieurs réunions sont organisées comme il suit.

À l'issue de chaque réunion, les comptes rendus sont rédigés par le titulaire et transmis au maximum 10 jours ouvrés après la réunion.

Le prix de ces réunions est inclus dans le prix du marché.

8.7.1 Réunion de démarrage et lancement du marché

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, ses règles internes, son activité et les documents disponibles (démarche qualité, guide de l'intervenant entre autres) relatives à la prestation. Le coordonnateur pédagogique désigné par le titulaire assiste à cette réunion et peut être accompagné par des formateurs appelés à intervenir.

L'objet de cette réunion est de :

- Présenter l'organisation du projet ;
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- Rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
- Préciser les modalités d'organisation de la prestation ;
- Rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- Agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes rendus, etc.) ;
- Préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire ;
- Expliquer le système des pénalités décrit dans le présent document

8.7.2 Réunion de suivi annuel

Annuellement, sur invitation de l'acheteur, une réunion de suivi sera organisée par le titulaire.

Cette réunion abordera, notamment, les points suivants :

- Respect du planning (tâches engagées, tâches closes), voir le système de pénalités décrit dans le présent document ;
- Mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives ;
- Points techniques ouverts ;
- Bilan des actions non closes ;
- Échanges et avis sur les documents de travail du titulaire. Ces avis sont distincts des opérations de vérifications ;
- Définition des tâches à venir et éventuelles actions correctrices à mener
- Suivi du plan de progrès ;
- Suivi de l'exécution sur la base des documents décrits ci-dessous :

- Un état de son activité au sein du présent marché. Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur des états statistiques et des reporting.
- Un suivi des achats sur devis, par lot et montant cela dans l'objectif de veiller au respect de la clause contractuelle introduite aux articles 1.10, 8.7.3, et 15.1.4. du présent CCP).

8.7.3 Suivi financier du montant maximum du marché

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent marché, le titulaire est tenu de :

- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de **15** jours à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent **80** % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

8.8 Groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

8.9 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

8.10 Prévention des conflits d'intérêts

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité. Ils s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations. Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts. Avant chaque mission (conception de module e-learning), le titulaire, et le cas échéant les cotraitants et sous-traitants, complètent la déclaration d'intérêt proposée par le bénéficiaire certifiant l'absence de conflit d'intérêt ou identifiant les potentiels conflits existants. Elle est communiquée sans délai, pour tous les membres de l'équipe mobilisée pour la réalisation des prestations. Ce document est également complété par l'entreprise en tant que personne morale. La déclaration est complétée quel que soit le statut de l'entreprise mobilisée : mandataire, cotraitant ou sous-

traitant. L'acheteur pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.). En cas de modification substantielle des intérêts détenus au cours de la prestation, le prestataire et les consultants actualisent leur déclaration dans un délai de quinze jours à compter de la modification et selon les mêmes modalités. Au titre de l'exécution du présent marché, le titulaire pourra être amené à avoir accès à des informations ignorées par d'autres opérateurs économiques ou être conduit à accompagner un service acheteur dans la passation d'un contrat de la commande publique. Dans ces hypothèses, le titulaire est tenu de déclarer sans délai toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts au sens de l'article L. 2141-10 du code de la commande publique et toute situation susceptible de fausser la concurrence entre les opérateurs économiques

Article 9. REGIME FINANCIER

9.1 Contenu des prix

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont mixtes.

L'offre financière est détaillée dans les annexes financières (BPU et DPGF) à l'acte d'engagement du titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, la cession des droits de propriété intellectuelle, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Exceptionnellement, en cas de prestations non prévues au BPU, l'achat desdites prestations peut s'effectuer sur devis dans les conditions suivantes :

- ce recours ne représente pas un bouleversement de l'économie du marché d'une importance telle que cette modification remettrait en cause les conditions de la mise en concurrence ;
- les prestations sur devis ne dépassent pas un montant égal à 10% du montant TTC total facturé au titre du marché (montant exécuté à la date du bon de commande notifiée relatif aux prestations sur devis sur l'ensemble des consommations du lot du marché).

9.2 Détermination du prix

L'unité monétaire du marché est l'euro. Les prix du marché sont établis hors TVA.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix de l'annexe financière de l'acte d'engagement aux quantités réellement commandées selon les stipulations de l'acte d'engagement.

9.3 Variation des prix

Les prix sont fermes la 1^{ère} année. Ils sont révisables annuellement, à la date anniversaire du présent marché, selon la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times 0,5 + 0,5(I_m/I_0)$$

dans laquelle :

- P_r : Prix révisé
- P_0 : Prix initial du marché
- I_m : Valeur de la référence du mois de révision de prix
- I_0 : Valeur de la référence du mois de remise des offres
- I désignant l'indice 010534426 Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux

Les prix de rachat sont fermes la 1^{ère} année. Ils sont révisibles annuellement, à la date d'anniversaire du présent marché selon la formule suivante :

La formule de variation utilisée est $P = P_0 \times [0.15 (I_0/I_m) + 0.85 \times (I_0/I_m)]$.

P = prix révisé

P_0 = prix initial

I_0 = valeur de l'index au mois M_0

I_m = valeur de l'index pour le mois de référence (mois de remise de l'offre)

La liste des index utilisés sont les suivants :

Typologie	Numéro d'indice	Intitulé de l'indice
Papier cartons	010534136	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français CPF 17.12 – Papier et carton
Autres déchets	010534426	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération de matériaux

Le titulaire adresse la révision des prix au pouvoir adjudicateur deux (2) mois avant la date anniversaire du présent marché. Le pouvoir adjudicateur dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception pour les valider. En l'absence de validation dans le délai imparti, le silence de l'Université vaut acceptation. A défaut de proposition par le titulaire dans le délai imparti, les prix de l'année précédente continueront à courir pour l'année suivante.

En cas de disparition de l'index, le nouvel index de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun index de substitution n'est préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'entre elles.

9.4 Avances

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5% le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités des articles R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Les candidats indiqueront à l'article B4 de l'acte d'engagement s'ils renoncent au bénéfice de l'avance prévue aux articles R.2191-3 du code de la commande publique.

9.5 Modalités financières

9.5.1 Régime des paiements des paiements

Les prestations du contrat sont réglées par acompte.

Le mode de règlement est le virement administratif.

9.5.2 Rythme des paiements

Le paiement se fera sur demande du titulaire après réception ou admission des prestations et sur présentation des factures dans le délai global de paiement indiqué à l'article 9.6 du présent CCP.

Le titulaire peut soit fournir une facture ne faisant référence qu'à un seul bon de commande, soit proposer une facturation mensuelle correspondant aux prestations effectuées dans le mois écoulé.

9.5.3 Modalité de facturation

Les factures établies en un original doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché inscrit sur le bon de commande précité ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant hors taxe des prestations effectuées ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC des prestations effectuées ;
- La date de facturation
- La mention « pour solde » dans l'hypothèse où il s'agit du dernier paiement relatif à des prestations ayant donné lieu au versement d'acomptes.



Attention ! Les factures qui ne comporteraient pas les mentions obligatoires nécessaires à la liquidation et au règlement seront retournées.

En cas d'erreur de facturation ou de livraison, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture.

En cas de changement des coordonnées bancaires du titulaire, le service facturier de l'Université doit en être immédiatement informé par courrier signé par une personne habilitée à engager la société.

Rappel des dispositions applicables en matière de facturation électronique sur le portail Chorus Pro :

Les factures du titulaire doivent être transmises de manière dématérialisée à l'Université Paris Nanterre sur le portail de facturation Chorus Pro. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Vous trouverez ci-dessous les informations utiles au dépôt de vos factures sur la plateforme Chorus Portail Pro.

Structure	UNIVERSITE PARIS NANTERRE
SIRET DE FACTURATION	19921204400010
N° TVA	FR35199212044
CODE service sur facture	Service facturier NANTERRE = 03 Service facturier Ville d'Avray = 02
OBLIGATION de renseigner un numéro d'engagement sur la facture	OUI : numéro à 10 chiffres commençant par 45 suivi de 8 chiffres (ex : 4500123456) Numéro de marché facultatif mais préférable

9.6 Délai de paiement et intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, conformément à l'article 1 du Décret n°2013-269 du 29 mars 2013, au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture. Si le délai de paiement de trente (30) jours susmentionné n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.7 Cession de créance

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

Article 10. PENALITES

10.1 Généralités sur les pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, peut donner lieu à des pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, avec mise en demeure préalable.

Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)

10.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), en cas de retard dans l'exécution des prestations, des pénalités journalières sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

V = valeur des prestations/valeur du bon de commande

R = nombre de jours de retard

Par dérogation à la formule précédente, ces pénalités s'appliqueront :

Nature de la pénalité	Délai d'intervention	Mode d'application	Montant de la pénalité HT
Déploiement initial des bennes et compacteur	Date fixée par l'Université (selon la date de notification)	Au-delà de la date fixée par l'Université.	100 €/heure*
Retard de livraison des bennes et compacteur	24 heures à compter de la demande	Au-delà de 24h	50€/heure*
Retard rotation benne/collecteur	48 heures à compter de la demande	Au-delà de 48h	50€/heure
Déclassement du carton en D.I.B non justifié	48 heures à compter de la collecte	Au-delà de 48h	50€/déclassement

** Toute heure entamée comptant pour une heure pleine. Les pénalités commencent à courir à l'heure et à la date indiquées au moment de la commande.*

Les avertissements sont adressés au responsable en charge de l'exécution du marché que le titulaire désigne au pouvoir adjudicateur dans son dossier d'offre, en application des dispositions de l'article 7 du Cahier de Clauses Particulières. Ils sont effectués par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'application des pénalités fera l'objet d'un courrier recommandé explicitant les défaillances constatées. Le montant de la pénalité ne sera pas déduit de la facturation mensuelle mais versé à l'établissement après transmission d'un titre de recette.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de **fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)**, le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai qui sera précisé dans le courrier qui lui sera adressé, ce délai étant par défaut **de 8 jours**.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable

Par dérogation à l'article 14.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de **fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)**, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

10.3 Pénalité pour non-respect de l'obligation de participation aux réunions de la part du titulaire

En cas de non-respect de l'obligation de participations aux réunions, il est appliqué une pénalité forfaitaire égale à : 500 euros HT.

10.4 Pénalités liées aux manquements des principes de laïcité et de neutralité

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de 100 euros par manquement constaté.

10.5 Pénalité liées au manquements RGPD

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 50 euros par jour de retard (à compter de la demande ou de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD,
- 100 euros par jour de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel.

10.6 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant maximum TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

10.7 Pénalité liées aux outils de suivi financier du marché

En cas de retard dans la communication de l'état annuel de consommation du présent marché, il est appliqué une pénalité égale à : 100 euros HT par mois de retard pour la communication du rapport

Article 11. GARANTIE

Les garanties applicables sont celles prévues par le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

La garantie prévue au CCAG s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Article 12. OBLIGATION DE DISCRETION – DROIT DE PROPRIETE

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de l'exécution du marché.

Concernant le droit de propriété intellectuel il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS.

Article 13. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-13 et R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique. La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande conformément à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS.

Article 14. ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu d'adresser à l'Université, avant le début d'exécution du marché, un exemplaire de sa police d'assurance au titre de sa responsabilité civile ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle.

Le prestataire devra disposer d'une assurance qui couvrira le transport des documents et la responsabilité civile vis-à-vis des biens qui lui sont confiés.

Celle-ci, conformément au Code des assurances, doit notamment garantir la responsabilité civile au titre du marché pour les pertes, accidents et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, survenus lors de la conduite des prestations ou dans l'exécution du présent marché, et ce quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.

Si par la faute du contractant, l'indemnité perçue ne couvrirait pas entièrement le dommage, l'Université conserve un droit de recours personnel.

En cas de sinistre, le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des prestations objet du présent marché.

Le titulaire est tenu responsable des risques assurés de ruine, perte ou de tout endommagement des documents remis. Le titulaire doit informer immédiatement le service commanditaire des dommages éventuels subis par les documents confiés et les confirmer par écrit.

En cas de dommages aux documents, le titulaire supporte les frais de restauration. En aucun cas cette restauration ne peut se faire sans l'accord écrit de l'acheteur validant les modalités de celle-ci. En cas de désaccord sur la valeur à payer par le titulaire, le rapport d'un expert nommé d'un commun accord par les parties fait foi. Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Le titulaire prend intégralement à sa charge toute franchise mentionnée dans son contrat d'assurance. Il est tenu d'informer l'Université de toute modification de sa police d'assurance, et de lui adresser, le cas échéant, un nouvel exemplaire. Cette information n'engage en rien

la responsabilité de l'Université pour le cas, où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de l'assurance s'avérerait insuffisant.

Le titulaire devra tenir l'Université informée de toute modification afférente à son contrat d'assurance (avenant, résiliation, changement de compagnie, garantie, ...) dans un délai d'un mois.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Article 15. MODIFICATION DU MARCHE

15.1 Clause de réexamen

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable ou du fait d'une crise sanitaire ayant des impacts directs sur l'exécution du marché, une modification des prestations du marché s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte.

En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix.

Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation ou les impacts directs d'une crise sanitaire sur l'exécution du marché donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix des prestations objet du présent marché interviennent, les parties peuvent convenir d'un réexamen des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du marché.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des missions prévues dans le cadre du présent marché.

A l'issue de ce réexamen, les parties conviennent d'en définir et formaliser les conséquences éventuelles, par voie d'avenant, conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

A défaut d'accord dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la demande de réexamen, le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le marché.

15.1.1 Ajouts, suppression, modification du contenu du bordereau des prix unitaires du marché à la demande du titulaire.

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, un nouveau bordereau des prix peut être substitué pendant la durée du marché, en cas de suppression, de modifications ou d'ajouts d'unités d'œuvres au bordereau des prix initiaux du marché sous réserve que cette suppression, cette modification ou cet ajout ne concerne pas plus de 50 % des références du bordereau initial des prix unitaires. La modification par le titulaire de matériel ou prestations compris au marché est autorisée dans les conditions suivantes, sous réserve d'un accord préalable par l'acheteur.

Il sera ainsi possible d'ajouter des types de déchets supplémentaires ainsi que des sites supplémentaires.

Si le nombre d'unités d'œuvres supprimées, modifiées ou ajoutées est supérieur à 50 % du nombre des unités d'œuvres du bordereau des prix initiaux, il est conclu un avenant.

Dans le cas où ce nombre est inférieur ou égal à 50 %, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur dès la modification du bordereau des prix, un nouveau bordereau par tout moyen permettant de donner date certaine et indique la date d'entrée en vigueur de ce nouveau bordereau qui ne peut avoir effet rétroactif. Les prix appliqués aux commandes émises par le pouvoir adjudicateur sont ceux en vigueur à la date de passation de la commande sur la base du bordereau des prix en sa possession.

15.1.2 Modifications des délais

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cadre de la clause de réexamen, le calendrier de réalisation des projets ou les délais d'exécution des prestations prévues dans le marché peuvent être modifiés :

- Si ces modifications sont faites à la demande du pouvoir adjudicateur, celui-ci prend contact avec le titulaire pour convenir de nouveaux délais.
- Si ces modifications interviennent à la demande du titulaire, celui-ci communique par écrit, les nouveaux délais et motive sa demande. Le pouvoir adjudicateur est en droit de refuser ces changements de délais et d'exiger au titulaire le respect des délais initiaux.
- Lorsque les modifications de délais ont des impacts sur les modalités de paiement, les opérations de vérification, les garanties, et autres éléments liés à l'exécution du marché, il peut être conclu un avenant sous réserve que ces modifications ne constituent pas des modifications substantielles au sens de l'article R2194-7 du code de la commande publique.
- Les modifications mineures de délais, sans impact financier ni caractère substantiel, font l'objet d'un simple échange de courriel entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec accusé de réception.

15.1.3 Ajout de prestations non analogues aux prestations existantes

Lorsque la réglementation ou la sécurité nécessite l'ajout d'une prestation non-analogue aux prestations existantes, mais en rapport avec l'objet du marché, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire de réaliser ces prestations.

Ces prestations sont réalisées par le titulaire dans la mesure où elles rentrent dans son champ de compétences et surtout si le fait de les confier à un tiers aurait des conséquences dans le bon fonctionnement des prestations comme prévu au CCTP et dans l'offre du titulaire.

En tout état de cause, ces modifications ne peuvent avoir pour effet de bouleverser l'économie générale du marché ni en changer l'objet.

Cet ajout est réalisé suite à la passation d'un avenant.

15.1.4 Modification du montant maximum

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum peut faire l'objet d'une augmentation jusqu'à 30 %. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

15.2 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP (Code de la Commande Publique) ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 16. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG.

Article 17. RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-FCS, le marché peut être résilié pour faute pour les motifs suivants :

- non-respect du RGPD,
- non-remplacement de la personne nommément désignée,
- non-respect de la confidentialité et du secret des affaires

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général du marché, d'un bon de commande et/ou d'un marché subséquent afférent au marché, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

Article 18. CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société (dirigeant, forme juridique, raison sociale, dénomination, adresses, siège sociale) y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université Paris Nanterre ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées dans le marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université n'aurait pas eu connaissance.

Article 19. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVE

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

Ces documents sont transmis par le titulaire au service achat et marché de l'université.

Article 20. DIFFERENDS et LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

20.1 Règlement à l'amiable

En application des **articles L2197-1, L2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du CCP (Code de la Commande Publique)**, tout litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourront être saisis par l'une des parties.

En conséquence, La procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toutes actions introduites en justice en violation de la présente clause seraient déclarées irrecevables.

20.2 Règlement juridictionnel

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise exclusivement compétent y compris en référé, nonobstant l'appel en garantie ou la pluralité de défendeurs.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

2-4 boulevard de l'Hautil
BP 30322

95027 Cergy-Pontoise cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00

Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Article 21. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels ils dérogent
3.1.	4.1
7.1	23.2
7.2	29 et 30
10.1	14.1.3

10.2	14.1.1 et 14.1.2
14	9
17	Chapitre 7